

## **Mise à mort des services publics : non à l'arnaque fiscale !**

« Ni le canton, ni l'Université de Lausanne n'ont les moyens de supporter une telle saignée dans leurs recettes. »

**Julien Eggenberger, président de la Fédération des Associations d'EtudiantEs**

Le vote du 16 mai prochain sur le paquet fiscal pose une question claire aux citoyens : veulent-ils la mise à mort des services publics ? Il faut dénoncer les arguments des partisans des baisses d'impôts : en aucun cas, le paquet fiscal ne rectifiera des inégalités et ne garantira notre développement ultérieur. L'Etat reste, malgré les théories en vogue des milieux économiques, le seul capable de garantir les conditions du développement et d'assurer l'équité sociale et la redistribution des richesses. L'impôt, jusqu'ici principal outil permettant de garantir les services publics et moteur de l'action de l'Etat serait devenu, aujourd'hui, un frein au développement de notre société. Les partisans de sa réduction veulent mettre en route une contre-réforme qui, en démantelant les services publics, ne viserait en fait, qu'à empêcher l'Etat d'œuvrer pour la cohésion sociale. Il leur importe peu de savoir si le paquet fiscal relancera l'économie ou favorisera (certaines) familles, leur objectif est d'offrir des cadeaux fiscaux aux plus riches en affamant les services publics.

La Confédération continue ainsi ses plans successifs d'assainissement financier. La logique des caisses vides semble fonctionner : les députés décident de baisses d'impôts massives avant les élections et doivent ensuite équilibrer dans la douleur le budget. Non contents de répondre qu'il faut choisir des priorités devant l'insuffisance des moyens, ils s'empressent de diminuer encore ces derniers de près de 5 milliards de francs au profit d'une petite minorité (l'essentiel des baisses d'impôts touchera les revenus annuels supérieurs à 150'000 francs soit 2,4% des contribuables). Les services publics seront gravement touchés par ces attaques et avec eux tous leurs usagers. En partant du principe que les prestations de l'Etat sont une sorte de « salaire social », les diminutions d'impôts ont pour effet de réduire les possibilités de socialiser les dépenses publiques. Les coûts des prestations doivent ensuite être transférés sur les usagers. Par exemple, l'augmentation des taxes d'études voulues par les milieux économiques est bien une augmentation de la charge directe pour la population. Ainsi ces diminutions d'impôts pour quelques privilégiés auront pour conséquence une baisse du revenu pour la grande majorité !

Les baisses d'impôts sont une menace claire pour le financement de la formation, de la recherche scientifique et des mécanismes permettant une certaine démocratisation de l'accès aux études (bourses). Les universités sont actuellement soutenues tant bien que mal par les cantons. Or ceux-ci seront durement touchés par les baisses d'impôts. Le canton de Vaud évalue à 100 millions les pertes de ressources dues au paquet fiscal. Dès lors, où couper, lorsque l'on se souvient des difficultés posées par le budget d'austérité 2004 dont les coupes représentaient une somme équivalente ?

Parce que l'Etat ne peut déjà plus assurer ses prestations de base, en particulier dans le secteur de la formation, cette baisse d'impôts est inopportune alors même que l'on parle déjà d'introduire des taxes d'études qui frapperont lourdement les étudiants et leurs familles ! Ni le canton, ni l'Université de Lausanne (qui a vu son budget baisser de 13 millions en 2004) n'ont les moyens de supporter une telle saignée dans leurs recettes.

L'année passée, à l'occasion du message budgétaire « Formation, Recherche et Technologie », nous nous demandions s'il y aurait toujours des Universités en 2007. La mise à mort des services publics par ce paquet fiscal voulu par l'Assemblée Fédérale et une majorité des forces politiques apportent un élément de réponse supplémentaire...

En résumé les étudiants, au vu des risques que fait courir le paquet fiscal au domaine de la formation, s'opposent avec vigueur à ces mesures qui ne visent que deux choses : une augmentation de la part des richesses que s'accaparent les privilégiés au détriment du reste de la société et une mise à mort des services publics, seuls à même de garantir des prestations de qualité à toutes et à tous.